

La démocratie : une ou multiple ?

Élisabeth Brisson

La « démocratie » est présentée aujourd'hui comme l'horizon politique universel : tous les hommes et toutes les femmes, tous les enfants du monde ont un destin identique, celui de vivre dans une démocratie. Qu'est-ce à dire ? Comment comprendre l'affirmation de cette vision d'avenir ?

Les difficultés à comprendre sont d'autant plus grandes que le terme de « démocratie » appartient à des registres différents (mot, notion, concept, référence, régime politique) et recouvre des expériences fort diverses (qu'ont en commun les démocraties occidentales et la démocratie « administrée » « à la Poutine », qui vise à éviter tout débat et tout scrutin pluraliste – en fait plus proche de l'autocratie que de la démocratie ? ou, également, comment se situe la revendication démocratique dans un régime dominé par la rivalité de clans familiaux – donc, plus proche de l'oligarchie que de la démocratie –, situation du Pakistan ou de l'Inde ?).

Ainsi, le terme de « démocratie » est la plupart du temps accompagné d'un adjectif (libérale, populaire, directe, participative, délibérative, consensuelle, sociale) ou d'un substantif (démocratie d'opinion, de proximité, d'excellence), ce qui en infléchit le sens : si, aujourd'hui, le principe fondamental du respect des droits de l'homme est inclus dans le concept de démocratie, reste à savoir quelle est la place, la fonction, la dynamique de ce principe – est-ce un but ? est-ce un préalable ? est-ce une façade ?

Le plus souvent, le recours au terme de « démocratie » appartient au registre de la manipulation, autrement dit au registre du discours qui masque la contradiction entre la réalité et la fiction (image de ce que la plus grande partie d'une population dirigée par une élite aimerait vivre) : dans cette perspective Éric Hazan peut affirmer que la « fiction de la démocratie libérale » (*Changement de propriétaire/La guerre civile continue*, Seuil, 2007, p. 17), dont s'est affranchie la droite libérale, n'a plus qu'une fonction rhétorique (comme l'expression « monde libre » au temps de la guerre froide).

L'étude de la mise en place des *démocraties d'hier et d'aujourd'hui* permet de constater qu'un même terme désigne une invention athénienne et une pratique occidentale moderne : malgré les réflexions de Benjamin

Constant sur ce qui sépare la démocratie des Anciens et la démocratie des Modernes, le renversement de situation n'est pas perçu – aucun membre de l'élite politique qui gouverne n'insiste dessus – : alors que la démocratie athénienne impliquait une dimension d'abord collective – la nature et la responsabilité de la prise de décision pour le bien de toute la collectivité –, aujourd'hui la démocratie semble consacrer la décision individuelle à usage particulier en ignorance de l'intérêt collectif.

Terme, mot, notion, référence, régime politique : la démocratie est ainsi le lieu, l'outil, le moyen de la plus grande confusion, voulue et entretenue par ceux qui valorisent l'idée d'élite politique (l'élite se distinguant de la masse du peuple).

Dans ce contexte de confusion, la réflexion historique et politique sur la « faillite des démocraties » (en l'occurrence le Royaume-Uni et la France), au cours des années 1930, face à Hitler se distingue mal de l'analyse juridique des rouages politiques et administratifs d'une démocratie (le mode de désignation des responsables politiques, l'accès de tous à tous les emplois, y compris politiques) ou encore de la mise en question des capacités à gouverner d'une démocratie (vu l'ignorance du plus grand nombre de citoyens, il n'est pas sérieux de compter avec eux !), ou encore de l'accent mis sur « la crise de la démocratie » comme sur « le déficit démocratique » (moyen facile de « préparer les esprits » à une refonte des institutions fondatrices du système qualifié de démocratique, au nom de l'efficacité et en fonction de la culture du rendement : le parlement perd ainsi peu à peu son double rôle qui est de contrôler l'exécutif et de protéger les citoyens contre les errements de l'exécutif).

Après la mise en perspective historique de l'invention de la démocratie à Athènes, de sa dilution avant sa redécouverte théorique à la Renaissance, puis pratique au cours de la seconde moitié du dix-huitième siècle, enfin de sa mise en place comme horizon politique obligé de toute société humaine depuis 1789, il est indispensable de faire le point pour sortir de la confusion, c'est-à-dire de passer en revue l'état actuel des questions concernant le concept comme la pratique de la démocratie.

En premier lieu, que signifie la volonté d'« étendre la démocratie » dans le monde ? N'est-ce pas, dans ce cas, une forme d'instrumentalisation du terme, bien loin de l'objectif mis en avant de construire une entité politique correspondant au concept de démocratie ?

En second lieu, à l'heure où certains déplorent la « crise de la démocratie » dans l'intention cachée de redonner l'essentiel du pouvoir à une élite,



la notion de démocratie participative intervient-elle de façon ambiguë pour renforcer la confusion au profit de la « realpolitik » ?

Dans ce contexte de « guerre civile » (selon l'expression utilisée par Éric Hazan), éduquer les citoyens, leur permettre de s'évader de la confusion entretenue par les élites, est-ce une solution pour qu'il y ait adéquation entre concept et réalité ? Une solution pour sortir d'une situation actuelle qui se caractérise par la pratique du « lavage des cerveaux en liberté » (selon une expression de Chomsky, dans un article du *Monde diplomatique* d'août 2007) ?

Éduquer les citoyens semble une nécessité impérieuse pour que la démocratie ne soit pas vidée de son sens dans un contexte géopolitique mondial dominé par une nouvelle forme de guerre, celle du terrorisme. Ou, autrement dit, l'enjeu concerne la dénaturation de la démocratie : est-elle indispensable pour résister au terrorisme ?

Enfin, la dernière question concerne l'enjeu du renouvellement de la démocratie : qu'est-à-dire ? À quel niveau ?

L'analyse de ces enjeux devrait permettre de sortir de la confusion (entretenu par la « logique capitaliste » qui a intérêt à dénaturer la vie politique démocratique reposant sur la réflexion, le débat, la discussion et le contrôle des gouvernants, pour assurer la réussite de ses entreprises dont le but est le profit de quelques actionnaires) et de s'interroger sur les relations entre concept et pratique de la démocratie. Comment la démocratie s'est-elle enracinée ? Quelle est son ancienneté ? Les citoyens ont-ils baigné dans une culture « démocratique » ? Quelles sont ses modalités et ses particularités de fonctionnement ? Quelles sont ses faiblesses ?

Connaître le sens du concept de démocratie (dans sa perspective historique et pratique) et acquérir la faculté de repérer enjeux et dysfonctionnement sont des opérations d'esprit indispensables pour contrer l'extension du recours au fondamentalisme ou la réapparition du totalitarisme sous une forme inédite (et encore inimaginable) : les exemples les plus proches de faiblesse de l'enracinement de la démocratie ou de manque de tradition démocratique se situent, par exemple, au Pakistan (car, il ne peut y avoir de démocratie dans les bombes) ou en Russie (vaste pays où la démocratie recule depuis 2000), sociétés politiques dans lesquelles le champ est laissé libre aux pouvoirs forts, antidémocratiques.

1. L'extension de la démocratie

« Dans la politique du monde contemporain, il y a bien peu de choses qui par leur importance, peuvent soutenir la comparaison avec le renforcement et la diffusion de la démocratie », affirme Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998 (dans *La démocratie des autres*, 2006, p. 51) : pour lui, l'événement majeur du xx^e siècle est l'ascension de la démocratie, envisagée comme seule forme acceptable de gouvernement pour toute société.

■ Pourquoi l'extension de la démocratie est-elle une nécessité ?

Comme le démontre Amartya Sen, seul un régime démocratique peut protéger une population de la famine, de l'absence de soins et de la misère, car si le gouvernement veut se maintenir en place, il doit se préoccuper du niveau de vie, de la qualité de la vie et de la sécurité humaine. Cette démonstration va à l'encontre de l'idée que les démocraties occidentales constituent le modèle démocratique abouti, indépassable, et que la démocratie serait une conception occidentale. Pour Amartya Sen, la démocratie comme la liberté n'ont pas été inventées par les occidentaux, et, contrairement à la conception occidentale, pour lui la démocratie ne se limite pas à la pratique de l'élection : son essence est la discussion, ce qu'il qualifie d'« exercice de la raison publique », montrant que cette pratique est largement répandue dans les sociétés dites « traditionnelles » comme en témoigne l'existence de traditions démocratiques séculaires dans des régions actuellement dominées par la dictature.

■ Qui souhaite l'extension de la démocratie au début du xxi^e siècle ?

Au seuil du xxi^e siècle, la poursuite du processus d'extension de la démocratie à l'ensemble des pays du monde est expressément souhaitée par les « occidentaux » qui considèrent que le respect des droits de l'homme (consacrés par la *Déclaration universelle des droits de l'homme* votée par les Nations unies en 1948) constitue un préalable à toute organisation politique d'une société – mais la prétention universelle de ce souhait n'est pas acceptée par toutes les sociétés politiques, qui la contestent pour plusieurs raisons, qui vont de sa fonction « de paravent à l'impérialisme des puissances européennes au xix^e siècle » à l'affirmation que, « d'origine européenne », elle n'a pas « d'équivalents dans d'autres cultures tout aussi

avancées » (d'après l'article, « Universels, les droits de l'homme? », publié par François Julien dans *Le Monde diplomatique*, février 2008).

■ Pourquoi ce souhait des « occidentaux » ?

Ce souhait correspond à la conviction que la seule forme d'organisation politique possible dans un contexte d'humanisation croissante ne peut avoir qu'une forme démocratique, c'est-à-dire fondée sur l'autonomie et sur la souveraineté de l'individu, malgré la tension à la limite de la contradiction entre ses deux positions.

Ce souhait est donc chargé d'ambiguïté, et il est le plus souvent « conservateur » : il vise à protéger les démocraties « occidentales » – celles d'Europe et plus encore celle des États-Unis qui valorisent l'individu (au prix de l'atomisation, de l'émiettement du corps social qui perd sa cohésion, chacun des individus s'estimant détenir la solution politique idéale) – contre l'émergence et l'affirmation d'une autre forme d'organisation politique, essentiellement fondée sur le primat de la communauté guidée par un chef charismatique au détriment des libertés individuelles.

■ Quels sont les moyens envisagés pour diffuser l'organisation démocratique des sociétés politiques ?

Les moyens divergent selon la position géopolitique des agents soucieux d'étendre la démocratie dans le monde, mais également selon les présupposés idéologiques. Ces moyens vont du recours à la force armée à l'aide au développement en passant par l'ingérence humanitaire.

En premier lieu, les États-Unis soucieux d'étendre la démocratie dans le monde pour ériger un rempart protecteur de leur superpuissance n'hésitent pas de recourir à la force militaire (conventionnelle, mais avec *de facto* la dissuasion atomique) : par la guerre directement en Afghanistan pour déloger les Talibans (2002), puis en Irak pour destituer Saddam Hussein (2003) ; par l'aide militaire au Pakistan pour soutenir le président Musharraf considéré comme un rempart contre la mouvance d'Al-Qaïda.

Mais, ce recours à la force pose la question du droit d'ingérence et d'intervention de puissances extérieures dans un pays indépendant et membre de l'ONU. Ce recours à la force est d'autant plus critiqué, voire dénoncé par l'opinion mondiale, que l'actuelle situation de crise, en Afghanistan et en Irak, provient de la volonté de transplanter la démocratie, présentée comme un remède au sous-développement, à la dictature, à la guerre civile, alors qu'elle correspond à un objectif de sécurité intérieure


et de domination mondiale des États-Unis. La thèse des néoconservateurs américains est très claire : elle établit une corrélation entre la défense des intérêts nationaux et la promotion de la démocratie dans le monde, comme en témoigne le discours de Condolezza Rice, devant la commission des affaires étrangères, le 18 janvier 2005, pour obtenir le poste de Secrétaire d'État. La notion de « diplomatie offensive » est mise en avant en des termes qui sont ceux utilisés pendant la « guerre froide » : défense du « monde libre », « combat » « contre l'idéologie de la haine » :

« Nous devons utiliser la diplomatie américaine pour aider à rééquilibrer les pouvoirs dans le monde en faveur de la liberté. Le temps de la diplomatie est venu. [...] L'Amérique et le monde libre sont une fois de plus engagés dans un combat de longue haleine contre l'idéologie de la haine, la tyrannie, la terreur et le désespoir. [...] La diplomatie américaine a trois grandes tâches » : rassembler les démocraties, lutter contre les menaces à notre sécurité, Ce « messianisme libéralo-impérialiste » met en fait la force militaire à son service, quand l'ingérence « humanitaire » qui a préparé le terrain s'avère inopérante.

Les difficultés « sur le terrain » – difficultés d'ordre militaire et politique – mettent en évidence l'impossibilité de faire adopter un système démocratique dans des délais courts : la technologie la plus moderne est impuissante face aux techniques de combat que sont la guérilla et les attentats terroristes. L'échec de l'intervention de la coalition militaire menée par les États-Unis en Irak atteste que le processus de mise en place d'une démocratie politique ne peut être qu'autochtone.

La volonté « occidentale » de démocratiser les pays du Moyen-Orient s'est enlisée dans une réalité plus complexe que prévue : du fait de la méconnaissance des sociétés non-occidentales, l'intervention étrangère entraîne un chaos qui ne fait qu'aggraver la situation politique dans laquelle se trouvent les populations.

Avant le recours à la guerre, l'aide au développement est envisagée comme un moyen d'étendre la démocratie : mais l'entreprise se heurte aux souvenirs de la colonisation (« la mission de l'homme blanc » qui s'est traduite sur le terrain par l'oppression du « système colonial » et l'humiliation du « statut de l'indigénat ») ainsi qu'aux exigences du FMI (Fonds monétaire international), organisme mondial très critiqué pour son libéralisme mis au service des intérêts du capital et non de la démocratie (les conditions de prêts sont incompatibles avec tout déficit budgétaire : l'aide de l'État en faveur des plus démunis doit donc être supprimée!).



La diffusion de l'idéal démocratique peut également passer par l'éducation et la mise en place de structures et d'institutions d'enseignement, de soins, de logements, d'équipements collectifs : les missions éducatives côtoient les missions de prévention des maladies, en particulier du Sida, pandémie qui décime les populations les plus démunies, déstructurées par le décalage entre le niveau de développement traditionnel et celui, « moderne » lié à l'exploitation occidentale des richesses locales.

Enfin, l'extension de la démocratie, « le plus grand défi de notre temps », selon Amartya Sen, passe essentiellement par la « libération » de la femme : car, dans les sociétés traditionnelles, elles sont soumises à leur père, à leur mari ou à leurs grands frères – Ainsi, leur émancipation est un prélude à celle de la société (ce que les Talibans, hostiles à toute démocratie, ont bien compris puisqu'ils imposent la soumission totale de la femme qui doit se cacher derrière sa « burka »).

■ Le processus de démocratisation n'est pas uniquement géographique

L'extension de la démocratie ne concerne pas seulement les pays non encore démocratiques, elle concerne également les anciennes démocraties.

Tous les secteurs de la vie sociale et de la vie politique – l'entreprise, l'université, le lycée, le collège, l'école, la famille, les lieux collectifs, les bureaux de vote, etc. – devraient être animés par des pratiques démocratiques, et devraient être entraînés dans un processus de démocratisation allant à l'encontre de toute forme d'autoritarisme, c'est-à-dire à l'encontre du principe d'autorité autoritaire (le modèle que Mai 1968 a mis en question) – sachant que la démocratie n'est pas incompatible avec la notion de hiérarchie : au sein de chaque institution ou de chaque entreprise, tout individu a une place à assumer (et non une place à laquelle il est assigné), et contribue de là où il se trouve à la prise de décision et à la mise en pratique efficace de la décision (la métaphore du chef de bord sur un bateau peut permettre de se faire une idée de ce fonctionnement) – et sachant que dans toute institution, quelle qu'elle soit, la pratique démocratique écarte le risque d'humilier comme la tentation de « faire craquer » l'autre pour prendre sa place et l'éliminer.

Ainsi, si nous prenons l'exemple de l'institution qu'est la famille : pour assurer le fonctionnement « démocratique » à l'intérieur d'une famille, il est indispensable de distinguer chantage affectif, arbitraire parental, tentation fusionnelle, réalisation de soi par procuration, avec le respect

de l'autre, que ce soit l'enfant ou l'adulte, tout en faisant admettre que la vie à plusieurs n'est possible que si ont été refoulées les pulsions agressives, l'illusion de la toute-puissance ou la volonté d'être l'élu.

Face à l'idéal démocratique, dans la sphère privée, comme dans la sphère publique, la question qui se pose est celle d'éduquer, l'enfant comme l'adulte, à la notion de place, celle qu'il occupe et celle qu'il doit donner à l'autre : les moyens en sont l'écoute, la discussion, la prise en compte des avis des uns et des autres, le renoncement à des satisfactions immédiates, dans un contexte de solidité affective et de détermination des adultes quant à leurs choix et à leurs positions (ils ne doivent pas « céder », mais adopter une devise du type : « oser toujours, renoncer parfois, ne cédez jamais »).

■ Les risques de l'extension de la démocratie

Si, selon Marcel Gauchet (in *Le Figaro littéraire*, 22 novembre 2007), « la démocratie reste l'horizon indépassable de notre temps », il souligne pourtant que son extension, à l'heure de la mondialisation, s'accompagne de « désarticulation » de la « combinaison État-nation, droit des individus et conscience historique » qui avait donné sa cohérence au modèle démocratique du ^{xx}e siècle. Il propose de sortir de cette désarticulation en retrouvant l'articulation du politique et de la politique : c'est-à-dire avoir le sens de ce qui maintient la collectivité dans sa cohérence. Il définit la politique, comme l'exercice du pouvoir par la représentation, ce qui suppose élections, partis, presse, médias qui discutent de la chose publique. Et, il définit le sens politique comme la capacité à « mettre en scène et en forme le pouvoir des citoyens agissant en commun », de façon à éviter l'« impuissance publique » issue de la prétention de chacun d'exercer ses droits individuels.

Ainsi, Marcel Gauchet (« France Culture », 12 novembre 2007) cherche à nous faire constater que nous sommes à un moment de croissance de la démocratie du point de vue planétaire, mais que, si le principe de la démocratie a gagné partout, le « progrès de l'idée démocratique » ne trouve pas partout sa réalisation – le problème étant de faire fonctionner un système de gouvernement qui respecte les droits de chacun et qui corresponde à la volonté de tous, alors qu'à partir des droits de chacun on peut aboutir à l'impuissance de tous.

Les moyens choisis pour étendre la démocratie dans le monde sont contradictoires : ils oscillent entre guerre et paix. Les États-Unis ont choisi de prendre la tête d'une « croisade » contre le fondamentalisme islamiste